



Discours sur l'état de l'Union : quel bilan pour Von der Leyen après un an d'exercice?



La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen le 12 novembre 2019 à Paris.

[afp.com/LUDOVIC MARIN](https://www.afp.com/LUDOVIC%20MARIN)

Ursula von der Leyen prononce ce mercredi son discours sur l'état de l'Union. L'occasion de revenir sur sa première année à la tête de la Commission.

Crise économique, tensions en Méditerranée, pandémie de Covid-19, plan de relance ... C'est dans ce contexte chargé qu' Ursula von der Leyen prononce ce mercredi 16 septembre son premier discours sur l'état de l'Union. Instauré par le traité de Lisbonne, ce moment solennel a pris pour modèle la célèbre prise de parole annuelle, au Congrès, du président des Etats-Unis. Face aux eurodéputés, la présidente allemande de la Commission européenne devrait donner les priorités pour l'avenir, mais également faire le bilan de sa première année d'exercice [élue en juillet 2019, elle a pris ses fonctions le 1er décembre de la même année]. Une première année tumultueuse.

Covid-19 : du retard à l'allumage

Comment Ursula von der Leyen a-t-elle géré l'épidémie de Covid-19 ? Plutôt mal, de son propre aveu... Dès avril, elle a présenté les "excuses les plus sincères" de l'Europe aux Italiens, dont les morts se comptaient chaque jour par centaines. "Elle a raté l'occasion de faire un voyage sur place pour marquer son soutien, estime Yves Bertoin, enseignant et consultant sur les questions européennes, après avoir dirigé l'Institut

Jacques Delors. Pourtant, elle sait faire : lorsque le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a menacé d'ouvrir les vannes migratoires, elle est allée à la frontière grecque, début mars, avec l'Italien David Sassoli (président du Parlement européen) et le Belge David Michel (président du Conseil européen) pour marquer le coup."

Comme l'a raconté L'Express dans une enquête publiée en juillet, elle a mis du temps à prendre la mesure de la crise sanitaire, à l'image des instances européennes dans leur ensemble. Exemple parmi d'autres, tous les stocks médicaux disponibles pour combattre le coronavirus avaient été envoyés fin février en Asie, juste avant que l'Italie appelle Bruxelles à l'aide. Chine : un ton de plus en plus ferme

"Nous devons être une Commission géopolitique", a annoncé Ursula von der Leyen il y a un an. Soit une Europe qui se définit comme une puissance régionale dans ses rapports avec des pays-continentaux comme les États-Unis et la Chine. "C'est un bon diagnostic, réagit Yves Bertoncini. Il y a une prise de conscience qu'il faut durcir le jeu face à la Chine, que la Commission considère comme un rival systémique tout autant qu'un partenaire." Ce ton qui tranche avec les amabilités d'avant a été utilisé lors du sommet virtuel de lundi 14 septembre avec le leader chinois Xi Jinping, auquel participaient Charles Michel et Angela Merkel. Et certains sujets qui fâchent, comme le traitement inhumain de la minorité musulmane Ouïgour, ont été abordés .

D'ici la fin de l'année, les Européens veulent arracher à Pékin un principe de réciprocité en matière d'investissements et d'aides d'États, pour une concurrence plus libre et moins faussée entre entreprises européennes et chinoises. L'Europe a ainsi vu son industrie photovoltaïque ruinée par les exportations chinoises subventionnées au début des années 2010, mais elle n'a jamais pu vendre ses voitures en Chine sans en passer par des coentreprises avec des acteurs locaux. En cas d'échec des négociations, Von der Leyen osera-t-elle mettre à exécution ses menaces sous-jacentes de restreindre l'accès des firmes chinoises au marché européen ?

Écologie : un Pacte Vert ambitieux

Dès son arrivée à Bruxelles, Ursula von der Leyen a annoncé des engagements forts pour la protection de l'environnement avec son Pacte Vert (Green Deal). La crise du Covid-19 et ses conséquences économiques dramatiques n'ont pas changé cette ambition. "VDL" défend dorénavant l'idée que le plan de relance (750 milliards d'euros) et le budget européen (1074 milliards d'euros de 2021 à 2027) respectent certains critères écologiques définis par le Pacte.

Pour son discours sur l'état de l'Union, l'Allemande veut aller plus vite sur l'objectif de réduction des gaz à effet de serre de -55% par rapport au niveau de l'année 1990 à horizon 2030, contre -40% actuellement. "Pour l'instant, elle a tenu ses promesses en faisant pas mal de propositions soutenues par des moyens conséquents, se félicite Yves Bertoncini. Mais c'est du déclaratif, et elle sera jugée à la fin de son mandat, dans quatre ans, sur l'efficacité ou non de son Pacte."

Relation avec les 27 : faire entendre sa voix

Comment trouver le bon équilibre entre le Conseil européen et les eurodéputés ? Difficile pour Ursula von der Leyen de s'affranchir des 27, qui l'ont désignée pour être présidente de la Commission, alors qu'elle n'était la chef de file d'aucun parti lors de l'élection européenne, contrairement à son prédécesseur, Jean-Claude Juncker (PPE, droite).

Elle a porté conjointement avec l'Allemagne et la France le plan de relance de 750 milliards d'euros, selon le principe d'une dette mutualisée, financée par des ressources propres (taxe sur les emballages plastiques,

taxe carbone aux frontières) qui restent à acter. Pourtant, elle est restée bien silencieuse lors des quatre jours de négociations entre dirigeants européens, qui ont eu lieu à la mi-juillet. "Si elle avait occupé le devant de la scène, elle aurait compliqué l'accord. Jacques Delors n'était jamais été aussi efficace que lorsqu'il était discret , fait valoir Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Schuman. Mais le plus important, c'est que ses commissaires et elles descendent de leur tour d'ivoire et aillent plus sur le terrain."